

Varsovie, le 28 Juin 1920.

3917
aa. w. 2

Monsieur le Maréchal,

Selon le désir exprimé par Monsieur Struve, Chef du Département Diplomatique auprès du Commandant en Chef des Forces Armées du Sud de la Russie, j'ai l'honneur de Vous transmettre à titre strictement confidentiel copie de la lettre adressée par Monsieur Struve à Monsieur Millerand, Président du Conseil des Ministres de la République Française.

Veillez agréer, Monsieur le Maréchal, l'assurance de ma haute considération

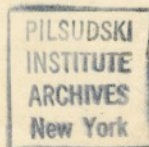
J. Rodzicki



Son Excellence

Monsieur le Maréchal Pilsudski

Chef de l'Etat Polonais.-



WZGLĘDOWO WOJSK POLSKICH
ADJUTANTURA GENERALNA
WARSZAWA

Dz. 39172 dnia 29/6/1920 r.
załącz. Wydział.

302

C o p i e

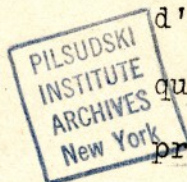
CHEF DU DEPARTEMENT DIPLOMATIQUE
AUPRES LE COMMANDANT EN CHEF DES FORCES
ARMEES DU SUD DE LA RUSSIE.

Paris, le 20 Juin, 1920.

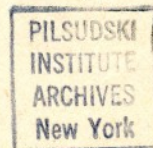
Monsieur le Président du Conseil,

Le Commandant en Chef des Forces Armées du Sud de la Russie m'a chargé de faire connaître ses idées et ses intentions, ainsi que ses vues sur la situation actuelle de la Russie. J'ai déjà eu l'occasion d'exposer verbalement à Votre Excellence les principes que le Général Wrangel a mis à la base de sa politique intérieure. Ces principes qui résument toute l'expérience de la révolution Russe, sont les suivants :

1°- La mainmise des paysans sur la terre des propriétaires fonciers, dans tous les cas où elle a eu lieu en fait, doit être reconnue. Elle constitue le point de départ d'une large réforme agraire qui doit assurer aux paysans qui cultivent la terre, sa possession en pleine et entière propriété. La révolution agraire qui s'est faite en faveur



Son Excellence M. Millerand
Président du Conseil des Ministres
de la République Française.



des paysans devra ainsi être légalisée et aboutir au profit des nouveaux possesseurs du sol à une organisation agraire établie sur le principe de propriété privée qui répond indubitablement aux aspirations des paysans.

2°- La future organisation de la Russie doit être basée sur un accord entre les formations politiques existant en fait. L'union des différentes parties de la Russie, actuellement divisée, en une large fédération devra être fondée sur un accord librement consenti entre elles, - accord qui résultera de la communauté des intérêts et en premier lieu des besoins économiques. Cette politique ne cherche aucunement à imposer l'union par la violence.

3°- Quels que soient dans l'avenir les rapports des différentes parties de la Russie actuellement séparées, l'organisation politique de ces territoires et la constitution de leur union fédérative doit être fondée sur la libre expression de la volonté populaire dans des assemblées représentatives élues sur des bases démocratiques.

En ce qui concerne la situation actuelle de la Russie déchirée par la guerre civile, il y a en premier lieu de faire ressortir avant tout que le désir de faire cesser la guerre civile qui est à la base de la politique actuelle du Gouvernement Britannique en Russie, n'implique aucunement que les éléments russes qui se sont groupés sous l'autorité du Commandement du Général Wrangel de même que tous ceux qui ont conservé jusqu'ici l'indépendance vis-à-vis des pouvoirs des soviets doivent capituler devant eux et devant l'armée rouge.

PILSUDSKI
INSTITUTE
ARCHIVES
New York

PILSUDSKI
INSTITUTE
ARCHIVES
New York

132

Si le Gouvernement Britannique désire contribuer à la cessation de la guerre civile ce ne serait ni un moyen efficace ni un moyen honorable d'atteindre ce résultat que d'imposer aux meilleurs éléments de l'armée russe une capitulation inacceptable pour eux et de placer toute la Russie sous la dictature terroriste du communisme militarisé qui est incarnée par le gouvernement des soviets et son armée rouge. La cessation de la guerre civile, si elle était imposée à deux parties en lutte, équivaudrait, dans les conditions actuelles, non pas à la capitulation des forces Armées du Sud de la Russie devant l'armée rouge, mais à une délimitation entre la Russie des Soviets et la Russie anti-bolcheviste sur des bases qui assureraient les conditions nécessaires de vie aux territoires soumis à deux régimes en présence. Quelle que soit l'idée qu'on se fasse de la possibilité d'une paix prolongée entre ces régimes, la cessation de la guerre civile ne peut être amenée que par cette solution et non par la capitulation d'une des deux parties devant l'autre. Le Commandant en Chef des Forces Armées du Sud de la Russie pourrait accepter la cessation de la guerre civile sous cette forme, mais elle serait absolument inacceptable pour lui sous la forme de la capitulation devant la Russie des Soviets. Tout accord à ce sujet devra établir l'inviolabilité du territoire occupé par l'armée du Général Wrangel dans les limites assurant à la population la satisfaction de ses besoins économiques élémentaires et en particulier son ravitaillement en produits alimentaires. D'autre part, à l'empiètement du pouvoir des

Soviets devront être intégralement soustraits les territoires
cosaques dont l'autonomie historique et le régime particulier
ont été reconnus à nouveau par le Général Wrangel en vertu d'un
accord avec les atamans élus des cosaques conformément à la
volonté et aux besoins des populations cosaques. Le Général
 Wrangel estime que les formations politiques qui se sont
créées au Caucase devraient également être garanties de toute
agression de la part des Soviets.

Quant à la question de la reprise des relations
économiques avec la Russie des Soviets, l'opinion que la
reprise de ces rapports exercera une action pacificatrice
sur l'état des choses en Russie doit être considérée comme
reposant sur une conception bien fondée. Mais pour qu'une
politique basée sur cette idée soit couronnée de succès, il
faut qu'elle soit réalisée avec suite et méthode. Cette poli-
 tique en établissant des rapports entre les russes et les
 étrangers devra partir des deux principes fondamentaux de la
vie économique des peuples civilisés : a) du droit de pro-
priété privée et b) de la liberté économique. L'application
 de ces principes, même limitée aux seuls étrangers, implique la
 nécessité d'organiser la défense judiciaire et policière de
 ce droit et de cette liberté. En dehors de la reconnaissance
effective et de la mise en pratique de ces principes, la re-
 prise des relations économiques avec la Russie Soviétique
restera lettre morte.

La reconnaissance de la propriété privée en ce qui
 concerne l'avenir est nécessairement liée à sa reconnaissance
dans le passé, c'est à dire à la reconnaissance par le pouvoir



134

des Soviets de tous les droits et intérêts des étrangers dans la Russie bolchéviste et de toutes les dettes publiques (de l'Etat, municipales etc.) contractées antérieurement par l'Etat Russe. Il y a lieu de faire ressortir à ce sujet que si les gouvernements étrangers consentaient à reconnaître actuellement un gouvernement russe qui ne se considérerait pas comme lié par les engagements financiers de l'Etat Russe, tout gouvernement russe à venir-quelque modéré et sage qu'il fut et quelque évidente que fut pour lui la nécessité au point de vue des intérêts de la Russie même de respecter ces engagements, -éprouvera d'énormes difficultés psychologiques à reconnaître des dettes dont la négation a été, ne fût-ce que tacitement, sanctionnée par les gouvernements des Etats créanciers.

Votre Excellence aura bien voulu trouver dans ces lignes l'exposé de ce que le Commandant en Chef des Forces Armées du Sud de la Russie considère comme son devoir en qualité de représentant des éléments de l'armée qui sont restés fidèles à leur honneur militaire et aux alliances, ainsi qu'en qualité de représentant d'une population qui reconnaît les principes de la vie publique communs à tous les peuples civilisés. Le Général Wrangel se rend compte des difficultés de sa propre situation et de la situation internationale. Il est loin de croire que le rétablissement de l'ordre et de la liberté en Russie puisse être obtenu uniquement par un effort purement militaire. Il comprend la nécessité d'un long travail de pacification tendant à satisfaire avant tout les besoins des paysans qui forment

PILSUDSKI
INSTITUTE
ARCHIVES
New York

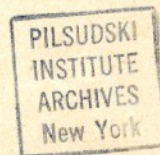
PILSUDSKI
INSTITUTE
ARCHIVES
New York

135
307

l'immense majorité de la population russe. Cette population ne désire ni la restauration de l'ancien ordre de choses, ni la tyrannie communiste. Donner satisfaction aux intérêts de la population paysanne, assainir la vie morale du pays, reconstruire la vie économique, unir tous les éléments d'ordre, - tels sont les objectifs que s'est donnés le Commandant en Chef des Forces Armées du Sud de la Russie et qui doivent, selon lui, faire sortir la Russie de l'état d'anarchie dans lequel elle a été plongée par le régime communiste qui en a fait un terrain des monstrueuses expériences sociales inconnues dans l'histoire.

Veillez agréer, Monsieur le Président du Conseil, l'assurance de ma très haute considération.

Signé : P. Struve



135

308